

TIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Équipement de sécurité sociale, retraites vieillesse agricole, allocation de la mère au foyer, caractère mutualiste du système de protection sociale agricole* [19 juillet 1955] (p. 3897 à 3899) ; *Augmentation de 15 0/0 du montant des cotisations* (p. 3908) ; *Réserve de l'article premier* (p. 3923) ; *Etat annexe* : *Amendement de Mme Laissac (Suppression des prévisions de dépenses pour 1956)* (p. 3924) ; *Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer l'article 9 (Conditions de paiement des cotisations en ce qui concerne le métayage)* (p. 3929) ; *Art. 3* : *Amendement de M. Waldeck Rochet (Conditions d'attribution et financement de l'allocation de la mère au foyer)* [20 juillet 1955] (p. 3960) ; *Amendement de M. Delachenal (Conditions d'attribution de l'allocation de la mère au foyer)* (p. 3960, 3961) ; *Amendement de M. Patinaud (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les indépendants)* (p. 3962, 3963) ; *Demande de vote par division formulée par M. Patinaud* (p. 3963, 3964) ; *Amendement de M. Waldeck Rochet (Non-attribution au-dessus d'un certain revenu cadastral)* (p. 3966) ; *Amendement de M. Waldeck Rochet (Relèvement des cotisations au-dessus d'un certain revenu cadastral)* (p. 3967) ; *Son amendement (Date de la mise en vigueur du taux définitif)* (p. 3967, 3968) ; *Amendement de M. Michel Jaquet (Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder l'allocation de la mère au foyer aux travailleurs indépendants)* (p. 3969) ; *Art. 4* : *Amendement de M. Lambert (Condition faite aux membres de la famille de l'exploitant)* (p. 3970, 3971) ; *Son amendement visant le même objet* (p. 3971) ; *Art. 10* : *Son amendement (Non-augmentation des cotisations individuelles)* (p. 3972, 3973) ; *Art. 1^{er}* : *Surcompensation et résultats obtenus pour la paysannerie* (p. 3976) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 août 1955] (p. 4614) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5430) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : *Contre-projet de M. Naegelen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Scrutin uninominal à deux tours)* [9 novembre 1955] (p. 5611) ; — d'une proposition de loi relative à la création de postes d'attachés agricoles, en

qualité de *Rapporteur suppléant* : *Ecoulement du supplément de notre production agricole sur les marchés extérieurs* [15 novembre 1955] (p. 5668, 5669) ; *Art. 1^{er}* : *Amendement de M. de Sesmaisons (Réduction du nombre d'attachés à cinq)* (p. 5670) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux réserves communales de chasse, en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1955] (p. 5886).

BOUGENOT (M. André), *Conseiller de l'Union française.*

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet LANIET)

du 13 août 1953 au 19 juin 1954.

En qualité de Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Discussion générale (Nécessité de suspendre la séance jusqu'à l'arrivée du Secrétaire d'Etat au Budget)* [1^{er} avril 1954] (p. 1566). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

BOUHEY (M. Jean), *Député de la Côte-d'Or (S.).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé ; membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**) ; par la Commission des affaires étrangères, membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les états associés d'Indochine [8 juillet 1954] (**F. n° 406**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).